

02.11.2009 - 10:00 Uhr

Organisations économiques - L'initiative sur les minarets nuit à la réputation de la Suisse / L'économie s'engage pour un non à l'initiative sur les minarets le 29 novembre 2009

Zürich (ots) -

L'initiative sur les minarets est nuisible et contraire à nos valeurs. Elle remet en cause l'image de la Suisse comme pays ouvert et tolérant et fait fi de nos principales valeurs dont font partie les libertés de croyance et de religion. Interdire les minarets en Suisse nuit à notre place économique. Réunies à l'occasion d'une conférence de presse, différentes personnalités de l'économie s'engagent contre l'initiative sur les minarets. Elles la rejettent clairement, tant pour des raisons politiques qu'économiques.

Démocratie, ouverture et tolérance sont au nombre des valeurs inaliénables de la Suisse. Elles valent à notre pays d'être respecté à l'étranger et estimé comme médiateur neutre entre les parties en conflit. L'initiative « contre la construction de minarets » remet en cause la bonne réputation de la Suisse. Elle s'en prend à la neutralité confessionnelle. Interdire les minarets est une mesure parfaitement inutile pour combattre le fondamentalisme islamique: le minaret n'est qu'un élément d'architecture, non l'origine des courants radicaux. Aucun pays voisin de la Suisse ne connaît l'interdiction des minarets. « L'initiative ternit l'image d'ouverture et de tolérance de notre pays et nuit à notre économie », déclare Gerold Bühler, président d'economiesuisse.

Rudolf Stämpfli, président de l'Union patronale suisse, considère que le respect est une force de notre place industrielle. « Il suffit d'observer la vie de nos entreprises pour se convaincre que les représentants des différentes cultures et communautés religieuses se comprennent, qu'ils sont généralement bien intégrés et se respectent mutuellement. » L'esprit libéral et tolérant qui prévaut en Suisse ainsi que les libertés de croyance et de religion garanties par notre Constitution contribuent à cette harmonie réjouissante.

La construction de minarets n'a jamais vraiment posé de problèmes. Il n'y en a d'ailleurs que 4 en Suisse. Leur construction est soumise à autorisation, comme n'importe quel bâtiment. Bernard Rüeger, CEO de Rüeger SA, est préoccupé : « cette initiative reflète une volonté malsaine de briser la paix confessionnelle en Suisse. Un climat de méfiance et d'hostilité serait très mauvais pour notre pays, pour sa réputation et pour notre économie. »

L'initiative envoie de mauvais signaux et compromet la marque « Suisse ». Hanspeter Rentsch, membre de la direction de Swatch Group en est convaincu. L'industrie horlogère suisse entretient depuis toujours d'étroites relations économiques avec les pays musulmans qui comptent traditionnellement parmi les principaux pays exportateurs de l'horlogerie suisse. De nombreuses entreprises horlogères sont implantées dans les pays musulmans. L'initiative sur les minarets est de nature à compromettre ces relations commerciales de longue durée. « La marque « Suisse » doit continuer à représenter des valeurs telles que l'ouverture au monde, le pluralisme et la liberté de religion. Elle ne doit en aucun cas être associée à la haine, à la xénophobie et à l'étroitesse d'esprit. »

« Notre bonne réputation est notre plus grand capital », affirme Guglielmo L. Brentel, président d'hotelleriesuisse. Pour le tourisme

suisse, la réputation est d'une importance primordiale.
L'interdiction des minarets nuirait durablement à l'image de pays d'accueil de la Suisse. Or, les Etats du Golfe figurent précisément parmi les principaux marchés en progression dans le tourisme suisse. L'année dernière, les visiteurs des pays du Golfe ont représenté plus de 400 000 nuitées, ce qui représente un accroissement d'environ 15 pour cent par rapport à 2007. M. Brentel est catégorique : « L'initiative sur les minarets met à mal notre image de pays d'accueil. C'est pourquoi je la rejette fermement. »

Christoph Lindenmeyer, membre de la direction du groupe de Schindler Management SA et membre du comité de Swissmem, est opposé à l'initiative parce qu'elle enfreint les principes de la liberté de religion et de l'égalité de droit. Sur le plan économique, les pays musulmans ont été en 2009 aussi parmi les marchés en croissance. L'année précédente, l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux (MEM) a exporté pour plus de 5 milliards de francs de marchandises dans les 57 pays de la Conférence islamique. Grâce à leur richesse en pétrole et en gaz, ces partenaires économiques qui ont déjà du poids aujourd'hui gagneront encore en importance à l'avenir. « L'acceptation de l'initiative perturberait énormément les bonnes relations que nous entretenons avec les pays musulmans », déclare M. Lindenmeyer sans ambages. « Ce n'est pas dans l'intérêt de notre pays. »

Vous trouverez des photos de la conférence de presse sous le lien suivant :
<http://www.photopress.ch/image/Aktuell/November+09/Schweizer+Wirtschaft+gegen+Minarettverbot>

Contact:

Cristina Gaggini
022 786 66 81
Cristina.gaggini@economiesuisse.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100002808/100592709> abgerufen werden.